



Maxime
VALLON-HOARAU

30 avril 1898 - 24 décembre 1978

Conseiller général
Maire de St-Denis

Fils de Henri-Joseph-Octave Vallon-Hoarau et de Marie-Joséphine-Berthe Baillif, Joseph-Jean-Maxime Vallon-Hoarau est né le 30 avril 1898 au Tampon. Après des études au lycée Leconte de Lisle, Maxime prépara le droit et la magistrature coloniale. Le jeune magistrat servit de longues années en Indochine. Le 25 juillet 1934, il épousa dans la province de Mytho (Cochinchine) Madeleine Bouley-Duparc. Il retourna dans l'île natale en 1935 pour un congé mérité. Le décès de son beau-frère, Paul Lemerle l'incita à abandonner la carrière de magistrat pour reprendre en main l'étude de notaire de Maître Lemerle.

Ses débuts dans la politique locale dans les années fiévreuses du Front Populaire l'amènèrent à représenter le Sud au Conseil Général en 1937 au siège laissé vacant par la mort du Dr Archambeaud. Il y restera jusqu'à la dissolution de cette assemblée par le gouvernement de Vichy le 27 octobre 1940.

Maxime Vallon-Hoarau fit de la résistance active. Ce gaulliste délaissa son étude, place de la Cathédrale à St-Denis, et prit des risques considérables. Il vint en aide à Simon Lucas, instituteur de gauche, ligueur et franc-maçon destitué par le gouverneur pétainiste Aubert. Alors qu'il ne partageait aucune de ces convictions, non seulement il le reconforta moralement mais il lui versa 500 F. Chaque mois pour que Lucas puisse compléter sa modeste retraite. *"Le règne de Pétain ne peut durer longtemps. Il n'est pas possible que s'éternise un tel régime de honte et d'arbitraire"* affirmait-il à Lucas. A sa réintégration, quand il voulut rembourser sa dette, Maxime Vallon-Hoarau se sentit outragé : *"Lucas on ne se débarrasse pas ainsi d'un ami !"*

A la fin de la guerre, la vie politique normale reprit à la Réunion. La gauche communiste dirigée par le Dr Raymond Vergès y était largement majoritaire. L'assassinat d'Alexis de Villeneuve en 1946 à St-Denis força Vallon-Hoarau à se jeter dans la mêlée politique avec Jean Chatel et Jules Olivier. Le décès de ces deux chefs de file de la droite dionysienne le fit monter en première ligne.

Le 1^{er} juillet 1955, il fut élu maire de St-Denis par 16 voix contre 13 à M. Lapiere, candidat communiste. Mais son équipe municipale se fissurera. Son premier adjoint, Paris et deux autres conseillers démissionnent (Mme Chassagne et Roger Guichard). Sous son majorat trois grands chantiers s'achèvent : la station d'épuration de

VALLON-HOARAU Maxime

Bellepierre, inaugurée le 27 décembre 1956, l'hôpital Félix Guyon ouvert le 4 juillet 1957, et le stade de Joinville offert aux jeunes de la ville le 25 juillet 1957.

Aux cantonales du 20 avril 1958, le maire Vallon-Hoarau est battu par son adversaire du centre-droit, Marcel Vauthier (886 voix contre 465) dans le 1^{er} canton. La division de la droite fait perdre deux autres cantons au profit des communistes. Le lendemain, Vallon-Hoarau, son premier adjoint Alix Guinot et Manès, l'adjoint de la Montagne envoient leur démission. Le préfet Perreau-Pradier les refuse et l'équipe démissionnaire continue d'administrer la commune. Mais en novembre 1958, Maxime Vallon-Hoarau "*profondément dégoûté de la pourriture politique*", et souffrant d'un ulcère, va laisser la direction de la ville à son premier-adjoint et part en Métropole. Ce gaulliste ne participera pas politiquement à l'avènement de la V^{ème} République.

Il meurt le 24 décembre 1978 à Nice dans un oubli relatif.

LES VAVANGUIERS

Des esprits chagrins vont claironnant que le Conseil Municipal de St-Denis a, dans sa séance du 23 novembre 1958, adopté à l'unanimité le plan d'aménagement de la ville de St-Denis, dressé par le Service d'Urbanisme alors qu'il s'est borné à donner acte du dépôt qui en a été fait, opération préalable à sa mise à l'enquête publique.

Administrés de la Ville de St-Denis, méfiez-vous de certains politiciens en mal d'élections, de certains rats maigres en quête de prébendes municipales ne cherchant les uns et les autres qu'à jeter le trouble dans vos esprits. Nous saurons arracher leur masque le moment venu et établir la nette différence existant entre ce qu'ils appellent eux des "capitalards" c'est à dire les conseillers actuels et ce que nous appelons les "vavanguiers".

Maxime Vallon-Hoarau

Communiqué de presse, 12 février 1957

Source

- M. Serviable, *Les Maires de St-Denis*, St-Denis Indigotier, 1992
- S. Lucas, *Un Petit Créole et ses Souvenirs*, St-Denis, Océan Edition, 1992

Illustration : Maxime Vallon-Hoarau (Arnaud Jean-Jacques)



Jean-Baptiste VARONDIN

9 décembre 1886 — 8 avril 1970

**Conseiller municipal
de Ste-Marie
Pionnier de l'économie
sucrière moderne**

Le 9 décembre 1886, naît à Saint-Denis Jean-Baptiste Varondin, le premier Réunionnais d'origine indienne titulaire du Brevet Élémentaire. Son père était un Brahmane venu à la Réunion en 1865 (pour échapper à un mariage) mais qui s'y installa pour des raisons de force majeure. Jean-Baptiste, très tôt orphelin, fut élevé par les Jésuites de la Ressource dont il racheta en 1928 le domaine, moins les bâtiments religieux. Il en fit son lieu de résidence. Né sujet de la reine Victoria, il sera naturalisé d'office par le décret de 1887, tardivement reconnu Français et son patronyme indien francisé. Après son séjour chez les Jésuites, il est admis au lycée Leconte de Lisle sur recommandation de Madame de la Serve, sa marraine. Il n'y resta qu'une semaine préférant à celle d'un lycée « réservé aux gros Blancs », l'atmosphère plus sereine de l'école des Frères. Il en sortit avec un Brevet de comptabilité qui le conduisit au cabinet Hugot à St-Denis jusqu'en 1920.

A cette date, il épouse Marie Eugénie Dalleau (1902-1997), créole blanche descendante de Manuel Teixeira da Motta par les Robert et les Bègue, familles fondatrices de la Réunion. Elle lui donnera douze enfants.

Conseiller municipal et notable de Ste-Marie, il fut, en 1935 l'initiateur de la construction de l'école primaire du Bois Rouge (dotée d'une cantine scolaire) dont il mena les travaux à bonne fin et dont il avança, de ses deniers, le premier salaire des deux premières institutrices. Quoique régulièrement sollicité par la *gentry* sucrière, il ne fut pas très actif en politique. Par contre, grâce à ses hautes relations, il fut un dynamique défenseur des "maltraités" de la société et de la justice. Ce qui lui valut le surnom "d'avocat des petits". A la séparation de l'Église et de l'État dans la Colonie en 1912, il sera un témoin des conflits entre intégristes et ultra-laïques. Pendant la seconde guerre mondiale, ami personnel du capitaine Boyer de la sécurité militaire et d'André Bernot, directeur des câbles, il résista à sa manière au gouverneur pétainiste Aubert. Ce qui lui valut une menace d'expulsion vers l'Inde en 1941 sous prétexte qu'il était britannique !

En août 1943, il fit, en compagnie d'une de ses filles, un voyage à l'île Maurice sur le remorqueur *Amiral Bouvet* qui faillit être éventré par un croiseur britannique. En 1946, il est parmi les planteurs Place de la Cathédrale, témoin de l'assassinat d'Alexis de Villeneuve. Le 15 août 1947, Paul Demange premier préfet, débarque à Gillot et Jean-Baptiste inaugure le premier vol moderne d'Air France par quadrimoteur Douglas DC4 sur la ligne Paris-Réunion-Maurice.

VARONDIN Jean-Baptiste

Avec Michel de Lagrange, il juge que la départementalisation n'assurera pas le développement de la Réunion. Ami des lettres, il entretient des relations avec Auguste de Villèle et Léonce Salez.

Planteur à l'affût des progrès, en 1935 il introduisit à la Réunion, de Maurice, la "Canne Bonbon" qui fit le bonheur de plus d'un et la "Canne Ti-Java", mauvaise sucrière mais excellente fourragère que la station d'essai de La Bretagne s'empressa de baptiser "Canne Varondin". Membre fondateur de la Caisse du Crédit Mutuel Agricole de la Réunion, il aida les petits planteurs dans l'accession à la propriété et à l'habitat. Il fut lui-même acquéreur d'un des deux premiers tracteurs à essence de l'île. Il obtint la médaille de Chevalier du Mérite Agricole qu'il ne porta jamais.

Il meurt le 8 avril 1970 lors du passage d'une comète. Selon ses vœux, il est inhumé à la Rivière des Pluies "pour être plus près des gens", et non dans le cimetière des Jésuites de La Ressource où repose sa fille Madeleine. Ses obsèques furent concélébrées en latin par les évêques de Langavant et Guibert, en présence de la quasi totalité du Clergé insulaire.

MANTEAU DE L'ÉVÊQUE

Gardien actif de l'héritage religieux des Jésuites dont les derniers quittent La Ressource vers 1904, il assura pendant longtemps l'entretien de leur cimetière aujourd'hui désaffecté tout en maintenant d'étroites relations avec les Pères de La Résidence à St-Denis à qui il regretta toujours de n'avoir pu transmettre, faute de moyens, la tapisserie de la Vierge de Sixtine qui ornait le Chœur de la chapelle de La Ressource détruite par le cyclone Jenny en 1962. Il assura également la subsistance de l'orphelinat des Filles de Marie de La Ressource qui fut installé dans les locaux historiques jusqu'à sa fermeture en 1939 et son rachat par le Syndicat-Ecclésiastique. De 1939 à 1947, il contribua avec générosité (de manière involontaire à l'occasion, suite à un amical lapsus comptable épiscopal et hautement apostolique) au financement de la construction du Grand Séminaire de La Ressource (St-Marie) sur les fondations de l'ancien orphelinat. Fervent chrétien et ami apprécié de Mgr de Langavant (ce qui lui valut d'être traité de «Manteau de l'Évêque» par certains bourgeois), il remédia avec une piété sans faille aux défaillances d'intendance du nouvel établissement pendant les cinq années de son existence. Ce qui lui valut d'être fait Chevalier du Saint-Esprit cependant que dans sa jeunesse, son guide spirituel jésuite lui avait interdit d'être franc-maçon alors qu'il était déjà apprenti à la Loge de St-Denis.

Joseph Varondin

Source

Archives Familiales

Illustration : J. B. Varondin (Archives Familiales)

MS



Henri HABERT DE VAUBOULON

‡ - 18 août 1692

Gouverneur de la Réunion

Par ordre du Roi, Henri Habert, seigneur de Vauboulon fut nommé le 20 mars 1689 gouverneur et grand juge de l'île Bourbon. "Il a quelques humanités et sçait quelques routine de chicane" écrit-on sans aménité de lui. Il embarqua sur le vaisseau *Saint-Jean Baptiste* qui toucha l'île le lundi 5 décembre 1689 (R.P. Barassin). Déjà pendant la longue traversée, il s'était pris de querelle avec les Pères Capucins qui étaient du voyage.

Henri Habert de Vauboulon fut installé à la tête de l'administration le dimanche 11 décembre, soit deux jours après la fuite de son prédécesseur Drouillard. Il avait le titre de gouverneur pour le Roi et la Compagnie des Indes, avec des pouvoirs très étendus. En urgence, il s'attaqua au problème de l'insécurité. Pour limiter les mouvements des Noirs, il promulgua l'ordonnance du 18 décembre 1689. S'ils s'absentaient plus d'un jour, sans permission de leur lieu de travail, les Noirs étaient condamnés "pour la première fois au fouet et à la fleur de lys et, en cas de récidive, à être pendus et étranglés jusqu'à ce que mort s'ensuive".

Son administration fut-elle trop lourde ? Ou le confort du laxisme étant pris, renforcé encore par le souvenir d'avoir fait fuir le dernier gouverneur, la population fut-elle plus réfractaire à l'autorité ? L'affrontement fut déclenché par le dossier des concessions de terre. La Compagnie avait laissé les colons, fort peu nombreux, s'établir à leur gré sur des parcelles de terre dont ils jouissaient comme "propriétaires" ; mais des propriétaires sans titres et donc sans droits. Vauboulon aurait profité de la situation pour s'enrichir.

Il ordonna aux colons de "régulariser" leur situation en rachetant des titres de concessions ; des titres rédigés souvent sans mention des sommes versées — et empochées indûment par Vauboulon — mais aussi sans précision sur les superficies et les bornes des terrains. Ce véritable abus de pouvoir alimentera de furieuses querelles de voisinage dans le futur.

Avare, autoritaire et libidineux, ses adversaires affirmèrent qu'il rançonna à tout propos la population et ne se priva pas d'incarcérer des hommes pour des motifs futiles afin d'importuner leurs épouses.

VAUBOULON (Habert de) Henri

Une partie des 300 habitants s'enfonça comme à l'accoutumée à l'intérieur des terres pour échapper à la vindicte gubernatoriale. Mais à l'instigation du Père Hyacinthe et du magasinier Firelin, les fidèles se saisirent de Vauboulon en pleine chapelle de St-Louis le 26 novembre 1690. Emprisonné, il mourut empoisonné le 18 août 1692 dans sa geôle après avoir bu le « *bouillon mortifère* » préparé par le chirurgien Royer. Ainsi disparut, au grand soulagement de tous, un prisonnier encombrant.

Tout ceci se passa dans une île totalement abandonnée par la France. Car suite au naufrage, le 31 décembre 1689, de son vaisseau, le *St-Jean Baptiste*, au large de l'île, la Compagnie des Indes avait décidé de ne plus desservir Bourbon.

PAS DE MARIAGE

POUR CEUX QUI REFUSENT D'ALLER À L'ÉCOLE

(...) Nous, désirant en ce, comme en toute autre chose, obéir aux ordres que nous avons reçus du roi, et tenir la main que les habitants s'acquittent envers leurs enfants au devoir de la nature et l'honneur exigent d'eux, leurs enjoignons, dans six semaines pour tout délai, de prendre des mesures pour l'exécution du contenu en ladite affiche, de s'adresser au Père Hyacinthe pour faire instruire leurs enfants de nos principaux mystères et de l'usage des sacrements et de prendre le temps et la méthode qu'il voudra donner pour cet effet, à peine de trente livres d'amende contre les contrevenants ; et afin que la jeunesse se porte d'elle-même à apprendre ce qui est nécessaire au salut et à travailler, nous empêcherons de tout notre pouvoir qu'on ne leur administre le sacrement de mariage qu'après qu'ils ne répondent, pendant huit jours, sur les points principaux de notre foi et que les garçons n'aient appris un métier ou à lire et à écrire et que les filles pareillement ne sachent le devoir de chrétien, lire et écrire, travailler et faire ce qui est nécessaire dans leur ménage"

Vauboulon, Extrait de l'ordonnance du 27 mars 1690

Source

R. Lucas, M.Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Armoiries de Vauboulon (ADR)

MS



Marcel
VAUTHIER

6 novembre 1910 - 26 mai 1988

Avocat
Député et sénateur de la Réunion

Fils unique, Marcel Vauthier naquit à St-Denis le 6 novembre 1910. Son père, Fernand Vauthier, exerçait la profession de comptable, et fut conseiller municipal de St-Denis. Sa mère Idalie Salez avait un humour corrosif dont hérita son fils. Après son baccalauréat au lycée de St-Denis, il partit pour la métropole, au lycée Louis-le-Grand à Paris, où, parallèlement à des études de droit, il suivit des cours pour devenir administrateur de la France d'outre-mer. Mais il était amoureux... Aussi, sa licence en droit terminée, il s'empressa de rentrer au pays pour épouser, le 27 décembre 1933, la jolie Marcelle Dostes. Ils eurent 9 enfants.

Marcel trouva une place de répétiteur au lycée pendant que Marcelle commençait sa longue carrière d'institutrice. A cette même époque, le vieux député Gasparin recherchait un attaché parlementaire. Il embaucha le jeune licencié. Et c'est sans doute à cette période que Marcel Vauthier fut atteint du virus de la politique, qui ne l'abandonna pas durant toute sa vie, même quand il n'occupait plus de fonction électorale.

En 1935, il s'inscrivit au barreau de la Cour d'appel de St-Denis, où il fut alors le plus jeune avocat. Il devait y prendre sa retraite en 1975 après avoir été bâtonnier de l'Ordre. Durant cette longue carrière il eut l'occasion de défendre diverses causes et se souvenait d'avoir été l'avocat du C.R.A.D.S. (Comité Republicain d'Action Démocratique et Sociale) d'obédience communiste, ainsi que de certains usiniers ou gros propriétaires qui étaient, eux, plutôt à droite. Ses joutes oratoires avec ses confrères de l'époque, Maîtres Jean Vinson, Raoul Nativel, Dhort, furent remarquées.

Sa vie publique commença en 1938 quand il fut élu conseiller général et conseiller municipal de St-Paul jusqu'en 1940, puis conseiller général de St-Benoît de 1945 à 1949 ; de Ste-Rose de 1949 à 1951 ; de St-Denis de 1955 à 1964. Au Conseil Général il fut membre de la commission des travaux publics de 1955 à 1964, vice-président de 1956 à 1958 puis de 1962 à 1964. Il fut aussi premier adjoint de la commune de St-Benoît de 1947 à 1953.

Cette carrière politique locale se doubla, à partir de 1946, d'une carrière politique nationale. Suppléant du candidat Alexis de Villeneuve, à la mort de celui-ci, il fut élu député à la deuxième Assemblée Nationale constituante, son adversaire étant Raymond Vergès. Il n'y fit qu'un bref passage et devint en 1947 conseiller de l'Union

VAUTHIER Marcel

française puis sénateur de la Réunion jusqu'en juin 1955. A cette date, il faisait équipe avec le sénateur maire Jules Olivier et tous les pronostics les donnaient gagnants à l'issue d'une campagne sénatoriale particulièrement dure. Mais Jules Olivier, eut le malheur de décéder brutalement la veille même du scrutin et leurs adversaires eurent beau jeu de déclarer que puisque cette équipe était disloquée il valait mieux envoyer au Sénat une autre entièrement soudée : Marcel Vauthier fut battu de quelques voix... Aux cantonales partielles de septembre 1955, il remporta le siège laissé vacant par Jules Olivier, ayant éliminé au 1^{er} tour Emile Hugot, parrainé par le député Babet et qui faisait ses premiers pas en politique.

Il fut aussi député M.R.P. de la deuxième circonscription (St-Paul) de 1962 à 1967. Proclamé élu le 18 novembre 1962, il vit son élection annulée par le conseil constitutionnel en février 1963 et fut réélu en même temps que M. Michel Debré dans la première circonscription en mai de la même année. Ses rapports avec son célèbre collègue ne furent pas des plus cordiaux. Il était de ceux qui pensaient que M. Debré, dont il ne contestait pas les indéniables qualités, ne s'entourait pas des meilleurs et que la Réunion avait quand même commencé à exister avant son "parachutage".

Membre titulaire de l'Académie de la Réunion, décoré de la Légion d'honneur, il meurt le 26 mai 1988, et repose dans le caveau familial du cimetière de l'Est où son épouse le rejoignit quatre ans plus tard.

INCORRIGIBLEMENT CENTRISTE

"Marcel Vauthier s'est éteint fin mai, en pleine ville, à la rue Ste-Anne loin des tumultes, du strass et du stress. Cet avocat, ancien bâtonnier dionysien, partisan de la "démocratie nuancée" a une carrière riche (...). Incorrigiblement centriste et franc-tireur, son franc-parler agace alors que la mode était au suivisme de bon ton. Le centre étant une position divine, Marcel Vauthier est sans doute encore appelé aux plus hautes fonctions."

Mario Serviable, St-Denis la clef du Beau Pays

Source

Archives familiales

Illustration : M. Vauthier (*Archives Départementales de la Réunion*)



**Laurent
VERGES**

23 avril 1955 - 12 octobre 1988

**Journaliste
Député de la Réunion**

Fils de Paul Vergès et de Laurence Deroin, Laurent est né à St-Denis le 23 avril 1955 au n° 87 rue Pasteur (aujourd'hui n° 119). Son enfance est marquée par l'arrestation de son père en 1964 : *"J'avais 9 ans lorsque des dizaines de gendarmes ont investi la maison familiale pour venir le chercher. On lui reprochait des articles sur l'Algérie"*.

Après le bac, il s'inscrit à l'université de la Réunion en sciences économiques mais préfère se tourner vers l'action immédiate. Il travaille comme métreurgéomètre à l'entreprise de bâtiment SBTPC. Attiré par l'action politique, il part pour Paris effectuer un stage de journalisme à *l'Humanité*. Il y restera cinq ans. Reporter-photographe, il visite le Sahara Occidental et l'Amérique Centrale et se passionne pour les problèmes du Tiers-Monde. Ses voyages affinent sa vision du monde : Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Erythrée, Salvador, Cuba, Panama... Il fait escale à la Réunion en 1979 pour couvrir le voyage de Georges Marchais. Photographe à *l'Humanité*, il est également le correspondant parisien de *Témoignages*.

En 1980, il est de retour définitivement dans l'île. Il intègre la direction de *Témoignages* et son rêve est d'en faire *"un journal anti-conformiste, corrosif, subjectif, sortir du journal militant, purement pédagogique qui ne se justifie plus"*. Il n'en aura pas le temps, emporté par le tourbillon de l'activisme politique.

En février 1983, il est élu conseiller régional sur la liste du Parti Communiste Réunionnais. En mars de la même année, il échoue de justesse aux municipales de St-André, la liste qu'il conduit est battue de 47 voix. Il siège néanmoins comme conseiller municipal. En 1986, il est élu vice-président du Conseil Régional. En octobre 1987, après la démission de Paul Vergès et d'Elie Hoarau de l'Assemblée Nationale, Laurent Vergès et Claude Hoarau deviennent députés.

En juin 1988, il sera directement élu député de la 2^{ème} circonscription dès le premier tour avec 56 % des voix. Grièvement blessé dans un accident de voiture sur la route du littoral au PK6 le vendredi 7 octobre 1988 au soir, il meurt après cinq jours *"de lutte finalement sans espoir de survie"*, le 12 octobre 1988. Il avait 33 ans.

Une foule immense, venue de toute l'île, l'accompagne à sa dernière demeure à St-Denis.

DU VIOL A LA REUNION

"Ainsi pourquoi ce sont toujours les Réunionnais les plus pauvres qui se retrouvent sur les bancs du tribunal correctionnel ou des Assises, accusés d'attentat à la pudeur ou de viol ? Le viol serait-il la marque des plus pauvres ? Personne ne peut croire qu'il puisse exister un défaut héréditaire chez cette catégorie sociale.

En fait, là encore, concernant le viol, ce sont les plus pauvres qui payent le plus lourd tribut à une société qui ne veut pas voir qu'elle est malade. Or, tout le monde sait que le droit de cuissage (autre forme de viol) est largement répandu à la Réunion."

Laurent Vergès, Témoignages, 3 avril 1987

Source

Laurent Jeunesse Rebelle, PCR, 1989

Illustration : Laurent Vergès (*Laurent, Jeunesse Rebelle*)



Raymond VERGES

15 août 1882 - 2 juillet 1957

Homme politique
Député maire

Le 15 août 1882, Noémie-Louise-Marie Vergès donne naissance à Marie-Louis-Adolphe-Raymond à St-Denis. Son père, Raymond-Charles-Joseph-Aristide Vergès était pharmacien, domicilié rue de Paris. D'une curiosité scientifique rare, il entreprit des études de médecine qu'il conduisit de front avec des études de mathématiques supérieures ; ce qui lui permit d'acquiescer aussi un diplôme d'ingénieur avant de s'engager dans des études d'agronomie. Henri Lapiere dira : «*Raymond Vergès est le fils de ses œuvres.*»

Pour terminer ses études de médecine, il fut obligé «*par de cruelles nécessités matérielles*» de faire un long séjour en Chine. Il y exerça comme ingénieur notamment pour la construction du chemin de fer russo-chinois en Mandchourie.

De retour en France, il soutiendra sa thèse de médecine. Sa carrière de médecin fut interrompue par la Première Guerre Mondiale. Il s'engagea, fut blessé et reçut la croix de guerre. Il reprit ses consultations à la Rochelle avant de repartir en Asie. En Chine, il est ingénieur au chemin de fer, médecin et professeur de mathématiques. Il sera consul de France au Siam avant de revenir à la Réunion en 1927 après 27 ans d'absence. Il s'y fixera définitivement en 1931.

Médecin à Hell-Bourg puis à St-André, il est nommé directeur du service de santé. Son engagement contre la misère et l'oppression en fera le secrétaire général de l'union réunionnaise des syndicats CGT. Avec *Témoignages*, «*journal de défense des sans défense*», il s'engage dans le combat politique. Vainqueur par 7 078 voix, contre 4 017 à la liste de l'ancien maire Raoul Hoarau, le Dr Vergès est élu maire de St-Denis le 29 mai 1945. Il est désigné peu après avec Léon de Lepervanche pour représenter la Réunion à l'assemblée constituante. Maire de Salazie de 1935 à 1942, Il fut réélu deux fois député et fut également maire et conseiller général de St-André. Aux municipales de 1945, il réussit l'exploit d'être élu dans trois communes différentes (St-André, St-Denis, St-Paul). Il choisira St-Denis et sera le premier maire communiste du chef-lieu.

Principal animateur du Comité Republicain d'Action Démocratique et Sociale (CRADS), il rassemble derrière lui la gauche progressiste et beaucoup de modérés. Ce mouvement est l'antichambre du parti communiste français.

VERGES

Considéré comme le père de la départementalisation et du combat pour l'égalité sociale, il meurt le 2 juillet 1957. En signe de deuil, «les municipalités démocratiques de Bras-Panon, St-André, Ste-Marie, St-Leu, St-Paul, le Port et la Possession» supprimèrent le bal du 14 juillet 1957.

36 A LA REUNION

Camarades,

Je veux vous parler aujourd'hui du Front Populaire, de ce qu'il a fait, de qui lui reste à faire, de ce que nous avons à faire pour l'aider selon nos moyens, et cela, au-dessus des ambitions individuelles ou des égoïsmes de clan, car il n'y a qu'un service : celui du peuple ; il n'y a qu'un programme : celui dont va sortir libre, forte, heureuse, la république démocratique et sociale (...)

A la veille des élections de 1936, le standard de vie du travailleur était tombé très bas, soit par chômage, soit par diminution des salaires, avec chez les patrons ou les chefs, un ton tranchant, un refus de discuter qui, au lieu d'asseoir une autorité, allumaient colères et rancunes. Aussi, dès le triomphe écrasant des gauches unies, l'action résolue de la classe ouvrière, dans le calme, la discipline et le respect du matériel, amène un changement rapide et favorable.

Les salaires sont relevés de façon intéressante pour tous les travailleurs organisés, que leurs camarades isolés n'ont qu'à imiter en s'affiliant à la CGT au lieu de se laisser bernier par des farceurs qui les pillent ; les contrats collectifs stabilisent ces salaires en garantissant le tarif minimum ; la semaine de 40 heures est instituée ainsi que le congé payé. Pour la première fois, le travailleur se voit traité autrement qu'en bête de somme et le congé qu'il va employer à se détendre, à se promener, à s'instruire, et la juste limitation de son effort quotidien, ont pour conséquence immédiate un bienfait social, puisqu'ils offrent des possibilités d'embauche aux camarades chômeurs.

R. Vergès, Discours du 1^{er} mai 1937

Source

- *Témoignages*, 11 juillet 1957
- M. Serviable, *Les Maires de St-Denis*, St-Denis, coll. Indigotier, 1992

Photo : Raymond Vergès (Archives Départementales de la Réunion)



Jean VERINES

16 avril 1894 - 20 octobre 1943

Militaire grand résistant

Jean-Marie-Alexandre Vérines est né le 16 avril 1894 à Brive (Corrèze). Orphelin de père en 1905, il se signale très tôt par ses talents de sportif. Il excelle au rugby au sein de l'équipe *Jeunesse Sportive Briviste*. Il a 20 ans quand éclate la première guerre mondiale. Il rejoint le 126^e d'Infanterie du Régiment de Brive. Caporal le 28 décembre 1914, blessé à Verdun le 16 juin 1915, sous-lieutenant le 18 septembre 1916, cet ancien élève de l'École militaire de St-Maixent perd son œil droit au combat le 29 avril 1917 non loin du Chemin des Dames. Il termine la guerre, chevalier de la Légion d'honneur (28 janvier 1918) et avec le grade de lieutenant (18 septembre 1918).

Il continuera après-guerre une carrière militaire. Le 30 juin 1919, il entre à l'École des officiers de gendarmerie de Versailles, où il est reçu comme lieutenant de gendarmerie le 25 décembre 1919. Muté à la Réunion en novembre 1923, il rejoint son poste le 3 février 1924, arrivant par le bateau *Maréchal Galliéni*. Il y restera jusqu'en 1937.

Pendant son séjour de 14 années à la Réunion, le lieutenant Vérines illustrera ses qualités d'administrateur et de diplomate. C'est lui avec M. Delfargueil, chef de cabinet du gouverneur Jules Repiquet qui accueilleront le rebelle Abd-el-Krim exilé à la Réunion. Il veillera d'ailleurs à ce que cet exil reste le plus confortable possible.

Collaborateur du gouverneur Choteau, le successeur de Jules Repiquet, il l'accompagnera comme aide-de-camp à Maurice pour les festivités du bicentenaire de la ville de Port Louis en août 1935. Il devra également gérer l'organisation du deuil quand le gouverneur Choteau mourra en poste le 29 mai 1936. *"Qui n'a pas connu le populaire capitaine Vérines, officier élégant, de haute taille, simple de manières, aimé de ses hommes et du public ? Il était de ces métropolitains qui apprennent vite à aimer notre île à mesure qu'ils veulent pénétrer ses mœurs et l'attachement de ses habitants aux choses françaises"* écrit le Progrès (10 septembre 1952).

Mobilisé en 1939, il continue le combat dans la Résistance après la capitulation de 1940. Dès août 1940, il met sur pied un réseau de renseignements sur Paris, la Normandie et la Bretagne au sein du grand réseau St-Jacques (Cpt. Duclos). Trahi, il est arrêté le 10 octobre 1941 et emprisonné en Allemagne. Pendant sa détention il perd

VERINES Jean

totallement la vue. Condamné à mort en août 1943, il refuse de demander grâce à Hitler. Il est fusillé à Cologne le 20 octobre 1943. En uniforme, sans bandeau, les mains libres, il tombe sous les balles en criant "Vive la France". Son corps avec ceux de trois autres officiers (Raby, Morel et Martin) seront rapatriés à Strasbourg le 5 octobre 1948.

Les obsèques du lieutenant-colonel Jean Vérines eurent lieu le 11 octobre 1948 aux Invalides en présence de M. Ramadier, Ministre de la Défense nationale. L'inhumation suivit au cimetière de Malemort près de Brive. Le 8 septembre 1952, son nom est donné à la caserne de gendarmerie de St-Denis de la Réunion.

PIONNIER DU SCOUTISME À LA RÉUNION

"lorsqu'en 1934 fut instauré le scoutisme à St-Denis, (Vérines) offrit son fils dès les premières adhésions, et se montra sans relâche, l'un des amis de ce beau sport qu'il considérait comme un véritable culte pour la jeunesse.

L'élite s'incline toujours vers les jeunes

Présent aux moindres manifestations scoutes, amène et paternel pour les jeunes, il ne cessait d'accorder tout ce qu'il croyait utile aux excursions des troupes dans l'île. Les gendarmeries étaient des lieux de repos au cours des marches...

Il ne fut jamais plus heureux que lorsqu'il fit don d'un drapeau et lorsqu'il assista à la belle cérémonie d'abjuration du commissaire régional Georges Radjao.

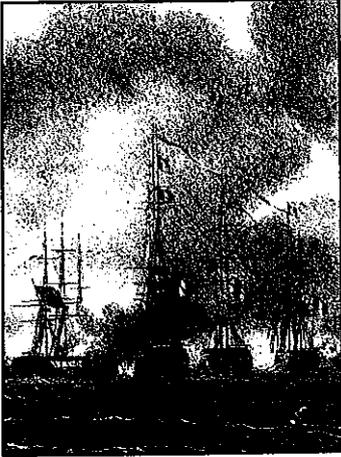
Le Progrès, 10 septembre 1952

Source

Archives militaires.

Illustration : Jean Vérines (Archives Militaires)

MS



Pierre VIGNOL

circa 1713 - 27 octobre 1794

**Ingénieur
Militaire**

Fils de Jean-Baptiste Vignol et de Bertrande de Foix, Pierre est né vers 1713 à Pampelune en Espagne. Entré dans une compagnie de cadets à 16 ans, il est reçu comme ingénieur en 1730. Il embarque le 22 février de la même année pour les Indes sur la frégate *La Galathée*, commandée par son beau-frère Alexandre Sornay. Il obtient un poste à l'île Bourbon. Nommé enseigne d'infanterie, il est à la tête d'un détachement de la force expéditionnaire à Madagascar en 1733 et 1734 commandée par Charpentier de Cossigny.

Le 21 janvier 1737, il épouse à St-Paul Geneviève Lucas, la fille de Jean Lucas et de Thérèse Saintard dont il aura huit enfants. En 1738, il est nommé lieutenant d'infanterie et commandant du quartier de Ste-Suzanne. Se ralliant aux objectifs de Labourdonnais, il part en 1740 défendre Pondichéry assiégé. L'année suivante, il fait partie de l'escadre de Labourdonnais. Il est blessé au combat en défendant le comptoir de Mahé.

En 1744, Pierre Vignol est nommé ingénieur des Ponts et Chaussées à Bourbon. Pendant les deux années suivantes, il prend part à l'épopée de Labourdonnais contre l'escadre anglaise de Peyton et participe de façon déterminante à la prise de Madras en 1746.

En 1748, il est envoyé à l'île de France avec mission d'ériger des fortifications et d'assurer la défense de l'île menacée par l'escadre anglaise de Boscawen. En 1750, avec son nouveau brevet de lieutenant il est nommé premier aide major des îles de France et de Bourbon. Deux ans plus tard, il commande une force expéditionnaire bourbonnaise et francilienne à l'île Ste-Marie pour venger l'assassinat du commandant du port de cette île. De retour à l'île de France en 1753, il est nommé major puis capitaine en 1756.

En 1758, Vignol à la tête d'un détachement du régiment de Lally et d'un régiment de Lorraine rejoint l'escadre de d'Aché aux Indes sur le *Centaure* avant de retourner à l'île de France l'année suivante. En 1762, il reçoit la croix de St-Louis et rentre en France en 1763.

Ayant pris sa retraite de la Compagnie des Indes en 1767, il est nommé commandant du quartier de Moka à l'île de France. En 1770, il se rend en France où il est fait colonel d'infanterie. Le 1^{er} juin 1776, il sollicite le poste d'ingénieur en chef de l'île de France.

VIGNOL

Dans un rapport adressé au ministre de la Marine, le comte de la Luzerne, le 11 juin 1788, Vignol rappelle son expérience de l'agriculture d'acclimatation avec Pierre Poivre et souligne que c'est lui qui donna «*du goût et la première pratique*» à Joseph Hubert, le neveu de sa femme.

Il mourut aux Plaines-Wilhems (Isle de France) sur l'habitation de Marc Labauve d'Arifat le 27 octobre 1794.

LA PRISE DE MADRAS - 1746

«Enfin Madras est aux Français. Les conditions auxquelles cette ville s'est rendue à moi la mettent, pour ainsi dire à ma discrétion. Cependant il y a une sorte de capitulation du gouverneur dont ci-joint est copie. Elle ne fait, comme vous voyez, qu'autoriser les droits que j'ai sur le sort de cette place. Pour décider j'ai trois partis à prendre. Le premier, d'en faire une colonie française ; le deuxième, de raser cette place ; le troisième, de traiter de sa rançon.»

M. de Labourdonnais, 23 septembre 1746
(Lettre à Duplex)

Bibliographie

Plan de l'Isle de France, 1762

Source

Noël Régnard in *Dictionnaire de Biographie Mauricienne*

Illustration : Bataille du Vieux Grand-Port (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Auguste
DE VILLELE

8 juillet 1858 - 23 février 1943

Agronome
Poète

Petit-fils de Jean-Baptiste de Villele, Auguste est né le 8 juillet 1858 à St-Denis. Il est le 4^{ème} enfant de Paulin de Villele et de Camille Vetch. Son père, propriétaire terrien, est également secrétaire de la Chambre d'Agriculture. Après des études primaires effectuées dans l'île, c'est au collège St-Joseph, de Sarla, que le jeune Auguste reçoit une éducation très catholique. Mais en 1879, commence une vaste campagne anticléricale. Les collèges privés sont fermés. En 1880, il quitte donc Sarla et se rend chez sa grand-tante à Paris.

Dans la capitale, Auguste de Villele fréquente les milieux littéraires. Il retrouve Leconte de Lisle et Léon Dierx chez les Parnassiens. Un jour, il change insidieusement sa canne avec celle de Victor Hugo afin de pouvoir la lui rapporter, et de le rencontrer en tête à tête. Il a 22 ans lorsque son père, inquiet pour son avenir, le fait rentrer à Bourbon. Il se met alors à travailler sur les propriétés familiales de l'Hermitage et des Colimaçons. Il aide également son père au secrétariat de la Chambre d'Agriculture. C'est certainement là qu'il découvre sa vocation pour l'agronomie. Il apprend par lui-même à devenir botaniste, chimiste puis agronome. Il monte ensuite un laboratoire, et communique, au fur et à mesure, le résultat de ses expériences aux industriels et aux planteurs. Il devient ainsi un véritable agronome.

Il voyage beaucoup et s'exprime en latin (grâce à ses études littéraires) avec ses confrères à l'étranger. Son intérêt est grand pour les plantes endémiques. Il en ramène beaucoup dans l'île, comme les épineux, en provenance des Indes, qui pourront servir de nourriture au bétail. Il ramènera également de ses voyages, des crapauds pour tenter de lutter contre les moustiques.

En 1894, Auguste de Villele devient membre de la Chambre d'Agriculture, organisme dont il est conseiller technique. En 1895, il lance la "*Revue Agricole*", "Organe de la Chambre d'Agriculture, des Comices agricoles et des cultivateurs de la Réunion". C'est un mensuel qui contient articles techniques et conseils. En 1906, il reçoit des propositions d'une firme mauricienne pour diriger un laboratoire de chimie. Il part avec sa famille et y reste 7 ans. En 1910, pendant une inter-campagne, il effectue le tour du monde. Mais à Maurice, le mode de vie, d'influence britannique, ne lui convient pas. Il décide donc, début 1913, de retrouver son île natale. Il poursuit ses recherches tout en s'occupant de groupes littéraires. En 1926, il publie un recueil de poèmes, *Rayons de miel*, imprimé à Maurice ; le volume se compose de 47 pièces, dont 38 sonnets.

de **VILLELE Auguste**

Il ira voir le gouverneur Garbit pour mettre en place l'Académie de la Réunion. On lui doit également la création du premier syndicat d'initiative de St-Denis. Mais sa formation autodidacte ne va pas sans faire quelques envieux. En 1936, on lui retire la direction de la *Revue Agricole*. On lui reproche aussi d'avoir "abuser de la colonie", d'avoir utilisé une subvention à des fins "d'agrément" pour ce qui était, en fait, un voyage d'études. C'est cette même année qu'il décide, désabusé, de quitter la Réunion. "Les Réunionnais n'auront pas mes os" confia-t-il à sa secrétaire.

Il reviendra pourtant en 1938, pendant 3 mois pour retrouver son fils, Olivier, de retour d'Indochine. Il rentre ensuite à Paris, où il mourra en 1943.

Auguste de Villèle est enterré à Paris, au cimetière du Père Lachaise, dans le caveau de son grand-oncle, Joseph Desbassayns, qui avait eu un parcours identique, et pour qui il avait une grande admiration. Auguste de Villèle avait épousé le 8 septembre 1886, Céline Dussac, qui mourut 8 jours après la naissance de leur fille Marie. Il se remaria, le 1^{er} mai 1890 à Geneviève de Tourris. Ils auront neuf enfants.

L'ILE NATALE

Lorsque du sein des flots cette île allait sortir,
Dieu vit qu'on y viendrait de tous les points de France
Et, se rappelant Eve, Adam et leur souffrance,
Du premier des exils eut comme un repentir.

En ce seul lieu dès lors il voulut réunir
Tout ce qu'à la Patrie en sa munificence,
Afin que, retrouvant ce qu'y vit son enfance,
Aucun des émigrés n'en voulût repartir.

13 janvier 1907
Rayons de Miel
Auguste de Villèle

Bibliographie

Rayons de Miel

Source

- *Archives familiales*
- H. Foucque, *Les Poètes de l'Île Bourbon*, Librairie Gérard et Cie

Illustration : A. de Villèle (Jibé)



***Delphine
de VILLELE
(Mère Marie de la Croix)***

18 octobre 1837 - 1er janvier 1864

**Religieuse
Témoïn de l'abolition de l'esclavage**

Fille aînée de Henri-Frédéric de Villèle et d'Aimée-Céline Panon Desbassayns, Louise-Marie-Delphine de Villèle est née le 18 octobre 1837 à St-Denis. Elle eut une enfance heureuse et insouciante dans une île vivant les dernières années de l'esclavage.

En 1846, le Père Clavelin de la Compagnie de Jésus fit escale à l'île Bourbon avant de se rendre en Chine. Il présenta aux habitants l'*Oeuvre de la Sainte-Enfance* pour porter assistance à des enfants de par le monde, condamnés par la maltraitance et abandonnés par leurs parents incapables de les nourrir. L'île Bourbon devait s'y associer généreusement. Delphine de Villèle avait 9 ans ; elle fut émerveillée par cette rencontre avec le Père Clavelin qui changea profondément sa vie. Elle décida de s'engager auprès des jeunes Noirs.

1848 ! L'abolition de l'esclavage dans une île qui a changé de nom pour s'appeler *la Réunion* ! Delphine qui a alors 10 ans ne comprend pas totalement les enjeux — entre frayeurs et espoirs. Elle vit de loin les événements sur la propriété familiale de la Rivière des Pluies.

Jeune fille courtisée, promise à un mariage heureux et confortable, Delphine de Villèle déclina tous les prétendants. Et peu à peu s'affirma sa décision : elle sera religieuse pour aider les autres.

Delphine de Villèle choisit l'Ordre de Marie-Réparatrice pour vivre sa vie religieuse. Fondé en 1855, l'Ordre n'avait pas d'antenne à la Réunion. Il lui fallait donc quitter l'île et abandonner provisoirement l'autre propriété familiale de St-Gilles où elle avait commencé son action caritative.

Le 7 mai 1862, Delphine de Villèle partit pour la France, accompagnée de sa tante Madame Peyrat. Elle entra en juin au couvent Marie-Réparatrice à Toulouse pour la vie de cloître. Trois mois après son entrée, elle achevait son postulat et prenait l'habit le 29 septembre 1862, jour de la Saint Michel. La cérémonie était présidée par Mgr Desprez, archevêque de Toulouse et ancien évêque de la Réunion. Elle choisit comme nouvelle identité religieuse, le nom de *Marie de la Croix*.

Le 8 août 1863, la Mère-novice Marie-de-la-Croix quittait Toulouse pour Paris à la demande de la Supérieure générale. Elle était sur la liste des religieuses qui allaient

VILLELE (de) Delphine (Mère Marie de la Croix)

être envoyées à la Réunion. Elle quitta Paris le 21 août 1863 pour Londres où elle devait embarquer pour l'île natale avec d'autres religieuses et des missionnaires. Elle ressentait déjà les prémices d'une altération de sa santé, qu'elle mit sur le changement d'air entre Toulouse et Paris. Était-elle prête pour les rigueurs d'un voyage exténuant en mer ?

Le 25 novembre 1863, les religieuses de Marie-Réparatrice arrivaient à St-Denis et débarquaient au milieu d'une foule de curieux attirés par la nouveauté de l'événement. Elle retrouva sa mère qui l'attendait sous le péristyle de la cathédrale après 18 mois d'absence.

Sa santé continua de décliner malgré le retour dans son île et dans sa famille. À la mi-décembre 1863, on craignait le pire. Le vendredi 1^{er} janvier 1864, on lui proposa de prononcer ses vœux de religion, bien que son temps de noviciat ne fût pas terminé. À l'agonie, elle accepta. Elle mourut le même jour à trois heures de l'après midi.

LA NAISSANCE D'UNE VOCATION

"Sa vocation religieuse l'occupait toujours, elle y aspirait de toute son âme, et mettait le plus possible la conversation sur ce sujet. Un jour, elle me parlait des sacrifices qu'il fallait faire pour devenir religieuse ; je lui répondis : " Croyez-vous que c'est vous qui ferez le plus grand sacrifice ? Oui, vous êtes jeune, noble, riche, bien élevée, possédant les avantages qui font le bonheur de ce monde ; cependant, qu'êtes-vous pour devenir l'épouse de Jésus-Christ".

Lettre à Madame de Villèle

Source

Almanach religieux, 1865

Illustration : Delphine de Villèle (Archives Familiales)

MS



Jean-Baptiste *de VILLELE*

3 mars 1780 - 14 février 1848

Propriétaire
Maire de Saint-Leu

Jean-Baptiste-Louis-Appolonie-Séraphin-Clair-Joseph est né le 3 mars 1780 à la Bastide-Beauvoir, en Haute-Garonne. Il passe son enfance avec ses parents, Louis-François-Joseph de Villèle et Louise Blanc, dans la propriété familiale.

En 1799, il a 19 ans lorsque son père l'envoie rejoindre son frère aîné Joseph pour échapper à la conscription en France. Ce dernier est à l'île Bourbon depuis 1793. Il est accueilli par Madame Desbassayns. Elle lui procure, sous sa direction, un emploi important sur ses terres. C'est là qu'il peut acquérir ses premières ressources financières. Il gère la propriété de l'Olivier.

Le 1^{er} brumaire An XII (24 octobre 1803) il épouse, à St-Paul, Gertrude-Thérèse, (1787 - 1878) l'avant-dernière fille de Henry Panon Desbassayns. Ils auront huit enfants.

Mais au fil des années, Jean-Baptiste de Villèle connaît des problèmes de gestion sur sa propriété et se retrouve très endetté. La vente de l'Olivier ne sera pas suffisante pour se remettre à flot. Il reçoit alors la propriété de l'Hermitage de Madame Desbassayns. Mais c'est aux Colimaçons qu'il s'installe ; Colimaçons où il installe une usine sucrière. Autant d'efforts vains.

A la fin de sa vie, Jean-Baptiste de Villèle se lance dans l'import-export. En 1846, il rédige une notice biographique sur Madame Desbassayns.

Jean-Baptiste de Villèle a également occupé des fonctions politiques. De 1846 à 1848, il est maire de St-Leu, et succède ainsi à Antoine Préau. En 1848, il a également été conseiller colonial.

Il meurt le 14 février 1848, à St-Denis, à l'âge de 67 ans.

A Madame Desbassayns

L'auteur de cette notice poussé lui aussi par la tourmente révolutionnaire sur le rivage hospitalier de Bourbon, était encore fort jeune lorsqu'il y aborda ; il croyait ne pouvoir compter que sur l'amitié d'un frère dont il ignorait la véritable position, et c'est alors qu'il fut accueilli avec une prévenante bonté par Madame Desbassayns, qui venait d'accepter ce frère pour son gendre. Elle lui procura un emploi important sur ses propriétés et sous sa direction ; à cette école si féconde en utiles enseignements, il put acquérir ses premières ressources financières, résultat que n'obtient pas toujours un travail opiniâtre s'il n'est sagement dirigé.

Attaché déjà par le respect et par l'amour d'un fils à celle qui voulait bien lui tenir lieu de mère, il vit croître son bonheur par la promesse qu'elle lui fit et qu'elle ne tarda pas à réaliser, de lui donner la main d'une de ses filles, et de le compter ainsi au nombre de ses enfants.

Si dans notre travail nous sommes restés au-dessous d'un sujet si vaste et si fécond, nous reconnaitrons notre insuffisance. Cependant nous avons senti le besoin de payer ce tribut d'amour et de reconnaissance à une mère adoptive qui, depuis 46 ans, n'a cessé de nous prodiguer les marques de son inépuisable tendresse.

J-B. de Villèle

Source

Archives Familiales

Illustration : J-B. de Villèle (Arnaud Jean-Jacques)



Joseph de VILLELE

14 avril 1773 - 13 mars 1854

**Député de la Réunion
Chef du gouvernement de la France**

Jean-Baptiste-Guillaume-Marie-Anne-Séraphin-Joseph, comte de Villèle naquit à Toulouse au n°26 rue Ste-Claire, maison Brassaille, le 14 avril 1773. Son père Louis-François-Joseph de Villèle était alors âgé de 23 ans et sa mère, Anne-Louise de Blanc de Guizardie de 22 ans. Ses premières études se firent chez ses parents avec un précepteur ecclésiastique, puis en pension chez M. Doure à Toulouse. Il quitta le collège royal en mars 1788 et se présenta au concours d'entrée à l'école de marine d'Alais devant Monge, le futur ministre de la Marine. Le 18 juillet 1789, il appareilla comme élève de seconde classe sur la frégate *L'Engageante* pour St-Dominique. Il retourna à Brest le 31 décembre 1790. La Révolution faisait rage.

M. de St-Félix «ami et allié» de sa famille devant partir pour l'océan Indien comme chef de la division navale, il obtint l'autorisation de l'accompagner. Il quitta Brest sur la *Cybèle* le 26 avril 1791 pour fuir la révolution et se réfugier dans la mer des Indes, à l'Isle de France et à Bourbon. L'affaire St-Félix — l'amiral étant accusé de «contre-révolution» — fit connaître à de Villèle les rigueur des prisons révolutionnaires de St-Denis en mai 1794. «*Quand par quelqu'oubli de nos gardes ou par quelques pas de plus dans la promenade nous pouvions parvenir à nous entrevoir et à nous faire de la main un petit signe d'amitié, c'était pour tous les deux une bien douce réjouissance.*» L'affaire se termina par un non-lieu.

Libéré le 3 juillet 1794, avec Désorchères il décida de rester malgré tout dans l'océan Indien. Il acheta à très bas prix (1400 balles de café) une propriété à Bras-Panon appartenant à Bertrand, président du tribunal de première instance de la Réunion qui rentrait en France. Le marin était devenu colon et travailla la terre comme un forcené. Il tomba gravement malade. Sa chance fut de rencontrer le Dr Leprince qui l'emmena en convalescence chez lui. Non seulement il fut guéri, mais le Dr Leprince le présenta à la famille Desbassayns. Il tomba amoureux de Mélanie et l'épousa le 13 avril 1799. La même année il se lança dans la politique locale comme député de St-Benoît à l'Assemblée Coloniale. Cela lui coûta de prêter le serment suivant : «*Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République*». Plus tard il avoua : «*J'ai gémi et j'ai juré*». Il joua un rôle de premier plan à l'assemblée ; c'est lui qui fit échouer le projet d'indépendance de la Réunion du 12 ventôse an VIII.

de **VILLELE**

Le 14 mars 1807, il quitta St-Paul pour rentrer en France via New-York. Il arriva à Bordeaux le 10 octobre 1807. Avec lui et sa femme, deux enfants nés à la Réunion : Louis-Henri né le 30 août 1800 et Louise, future comtesse de Neuville, née le 6 juillet 1804. Ils auront deux autres filles nées en France : Henriette (Mme de Pons) et Sophie (la vicomtesse Drouilhet de Sigalas).

Son premier geste politique en France fut de soutenir le 20 mai 1814 la charte constitutionnelle royale en faisant imprimer chez Manavit ses observations adressées aux députés de la Haute-Garonne. En avril 1815 refusant le serment à Bonaparte après les Cent Jours, il démissionne comme maire de Morvilles. Le 23 juillet 1815 après le retour du roi, il est nommé maire de Toulouse par le duc d'Angoulême.

L'itinéraire de Joseph de Villèle se confond alors avec l'histoire de France. Chef des ultra-royalistes sous la Restauration, ministre, président du Conseil (chef du gouvernement) de 1822 à 1828, il connaîtra tous les honneurs. La révolution de 1830 le poussera à la retraite. Retiré sur ses terres, il commença en 1839 la rédaction de ses mémoires. Malade dès 1841, quasiment infirme en 1847, il mourut le 13 mars 1854.

LA FIANCÉE DU CAFÉ

«Mlle Mélanie Desbassayns a dix-huit ans ; elle a été élevée à Paris ; elle a une agréable figure et est forte sur le piano... Elle est dotée par ses parents de 1 800 balles de café au comptant, soit en nature, soit en terres et autres objets... En me mariant je me suis trouvé avoir à moi 400 balles de café, fruit de mon travail. Entre ma femme et moi nous avons donc 2 200 balles de café, représentées ou employées ainsi qu'il suit : 800 en une habitation située au Bras-Panon, que j'ai achetée et payée comptant, qui rapporte annuellement 100 balles café ; ...une autre habitation donnant 100 balles de café, provenant de la dot de ma femme, estimée la valeur de 700 balles, celle-là située près des biens de M. Desbassayns, quartier Saint-Paul. Trente-six noirs, tant attachés à la culture que domestiques, estimés l'un dans l'autre 20 balles. J'ai de plus acheté, 400 balles en 4 ans, une autre habitation de plaisance et rapportant des vivres seulement, au quartier Sainte-Marie, à une petite lieue de la ville. C'est là que nous faisons notre demeure habituelle...»

Joseph de Villèle, septembre 1799
Lettre à son père

Bibliographie

- *Observations sur le projet de Constitution*, 1814
- *Mémoires et Correspondance*, 1888

Source

J. de Villèle, *Mémoires et Correspondance*, Paris, Perrin, 1888

Illustration : J. de Villèle, *Mémoires et Correspondance*, Paris, Perrin, 1888

**Jean-Baptiste
VIGOUREUX
(Comte DUPLESSIS)**

6 mai 1735 - 9 juin 1825



Militaire, gouverneur de la Réunion

Le 6 mai 1735 est né à Chandernagor (Inde), Jean-Baptiste, fils de Jean-Baptiste-Henry Vigoureux et Elizabeth de Varennes. Son père se fixe à l'Isle de France et il perd sa mère à Port-Louis le 25 février 1746. Son père se remarie l'année suivante.

Le jeune Jean-Baptiste se lance comme son père dans le métier des armes au bataillon de l'Isle de France. Pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763), l'aide major Vigoureux sert aux Indes est blessé en 1759 lors de la prise de Bender Abbassy.

Il commande les forces françaises à Batavia en mai 1761 avant de retrouver la France en 1763 où il est en poste à Arras. Il devient lieutenant-colonel en 1771 à l'âge de 36 ans. Il est fait chevalier de St-Louis le 16 novembre 1772. Il repart pour les Indes en 1777 et commande l'enclave française de Mahé. Il est fait prisonnier par les Anglais le 20 mars 1779.

Après sa libération, Jean-Baptiste fut nommé gouverneur de l'île St-Vincent le 21 mai 1780. Il rentre en France trois ans plus tard. Il épouse en secondes noces Marie-Louise Mirleau de Neuville de Marsilly.

Il s'embarque pour l'Isle de France le 23 avril 1789 avec le grade de maréchal de camp. Nommé gouverneur de Bourbon le 30 décembre 1791 en remplacement de l'intérimaire de Chermont, il ne prend son poste que 10 mois plus tard. Les élus bourbonnais ayant souhaité conserver de Chermont, ils retardent par diverses astuces sa prise de fonction. On l'oblige même, pour de prétendues raisons sanitaires, à rebrousser chemin. Il se retrouvera en quarantaine aux Seychelles.

Ce n'est que le 19 octobre 1792 que furieux et fatigué, Vigoureux peut prendre son poste. Sous son gouvernement, la république sera proclamée et l'île changera de nom le 8 avril 1794 pour s'appeler *île de la Réunion*.

Le 11 avril 1794, il est arrêté sans ménagement à St-Denis par les sans-culottes venus de l'Isle de France. Malgré de multiples démarches et de graves ennuis de santé, il est maintenu en détention sans jugement. Il n'est libéré que le 3 août 1795 après que l'enquête diligentée par le comité de sûreté n'est décelé «*aucune preuve de projets de trahison, de contre-révolution ou de fédéralisme...*»

VIGOUREUX

Nommé général de division le 30 mai 1796, il rentre en France où il poursuit sa carrière militaire jusqu'au 8 juin 1810. A la Restauration, il est fait comte héréditaire Duplessis, le 2 décembre 1814, puis commandeur de St-Louis, le 27 décembre.

Il obtient la grande croix de St-Louis le 30 décembre 1822. Il meurt à Paris, le 9 juin 1825.

LES MALHEURS D'UN GOUVERNEUR

«Réduit à tout ce que la situation la plus épineuse peut offrir à l'homme en place ; ne dormant ni jour ni nuit ; sans cesse obligé de veiller sur mes gardes les pièges qu'on peut me tendre ; une tendance continuelle de toutes mes facultés à prévoir tout ce qui tient à ma place ; une correspondance fatigante... Enfin quatre sièges et quatre batailles me feraient cent fois plus de plaisir parce que je n'y serais que pour mon individu ; au lieu qu'ici je suis obligé de faire tête à toute l'île.»

Duplessis, 10 août 1793

Sources

- R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986
- G. Sarré, *Recueil de renseignements généalogiques sur les familles de l'île de la Réunion* (inédit)

Illustration : Signature de Vigoureux (*Archives Départementales de la Réunion*)



Alexis
CHAMPIÈRE
de VILLENEUVE

16 mai 1906 - 25 mai 1946

Planteur
Industriel
Maire de Saint-Benoît

Né le 16 mai 1906 à Saint-Benoît dans l'une de ces familles réunionnaises aux activités à la fois agricoles et industrielles, Joseph-Lucien-Alexis de Villeneuve, fils de Marie-Pauline-Félicie Lanelle et d'Alexis de Villeneuve, mènera dans les premières années de sa vie... *"l'existence exceptionnelle des enfants élevés à la campagne, à une époque où les contraintes sociales n'étaient pas encore trop lourdes..."*. De cette enfance et de cette origine, il gardera le goût de l'effort et l'amour de la terre. Après le classique cursus scolaire de cette époque, passant obligatoirement par les arcades du vieux lycée Leconte de Lisle, il reviendra dans sa commune natale s'occuper des affaires familiales, au moment où son père, Alexis senior, devient en 1923 conseiller général et en 1925 conseiller municipal de Saint-Benoît. Une photographie prise par André Albany montre le Alexis de Villeneuve de cette époque, portant en triomphe, en 1929, les aviateurs Goulette, Marchesseau et Bourgeois... Mais sa vie publique commence en octobre 1934, avec son élection comme conseiller général de Saint-Benoît. Il n'a que 28 ans et son ascension politique sera très rapide : 2^{ème} adjoint de Ferdinand Auber en 1935, il est élu, le 20 décembre 1938, maire de Saint-Benoît après une séance rocambolesque du conseil municipal, séance au cours de laquelle... deux maires (René Gangnant puis Alexis de Villeneuve) furent successivement désignés ! C'était là la conclusion logique d'une intense activité sur le front agricole, puisque dès le 19 avril 1936, il avait pris la tête d'un *"Comité de Défense des planteurs et Eleveurs de Saint-Benoît"*. Il épouse, en 1939, Andrée Isautier.

La Deuxième Guerre mondiale viendra mettre un frein à sa carrière. Mobilisé en mai 1940, il découvre à son retour un conseil général moribond et un nouveau maire de Saint-Benoît, nommé par le gouverneur. Il lui faudra attendre la fin des hostilités pour reconquérir, le 2 juin 1945, le fauteuil de premier magistrat et le 7 octobre de la même année, son poste de conseiller général. Entre-temps, il avait eu la douleur de perdre son père, le 10 avril 1941.

Le 21 octobre 1945, il est pour la première fois candidat aux élections législatives face à Raymond Vergès. Ce dernier ne l'emportera que d'une (très) courte tête. Encouragé par cette défaite honorable, Alexis de Villeneuve prend la tête, en mars 1946, de la section réunionnaise du M.R.P. et se retrouve ainsi tout naturellement une nouvelle fois candidat aux législatives de 1946. Dans son programme, il met en avant... *"La défense de toutes les libertés, y compris la liberté religieuse et l'enseigne-*

CHAMPIERRE de VILLENEUVE Alexis

ment libre, une Réunion heureuse par le développement de son agriculture, le refus d'une fiscalité exagérée et de la démagogie économique...". A ce moment-là, il est directeur de la Minoterie de Sainte-Marie, de "l'usine des coraux" de Saint-Gilles-les-Bains, de la Société Industrielle des Engagés des Engrais et du Comptoir Commercial Bourbonnais. Il occupe également les fonctions d'administrateur du Crédit Agricole, de vice-président de la Chambre d'Agriculture, de secrétaire général de la Fédération des Syndicats Agricoles, sans oublier celles de gérant du journal *Le Planteur*, créé en 1945. C'est donc un homme puissant et influent qui affronte pour la deuxième fois, au mois de mai 1946, Raymond Vergès. Mais la confrontation finale n'aura jamais lieu, puisque le 25 mai 1946, Alexis de Villeneuve est abattu à bout portant, lors d'un meeting sur la place de la Cathédrale, à Saint-Denis. Reportées, les élections n'auront lieu que le mois suivant et verront la victoire de son suppléant, le jeune avocat Marcel Vauthier. A Saint-Benoît, c'est le propre frère du candidat assassiné, Jean de Villeneuve, qui le remplacera aux postes de maire et de conseiller général.

En décembre 1947, la vieille rue de l'Eglise sera officiellement rebaptisée : "rue Alexis de Villeneuve".

L'HOMMAGE DU SUCESSEUR

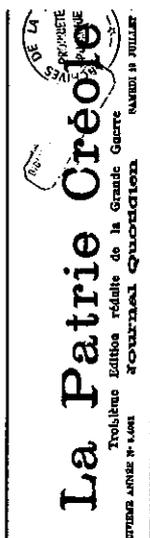
"De Villeneuve était partisan du dialogue - c'est un mot qui n'était pas encore à la mode - et de la concertation. Il s'était rendu compte qu'il y avait à la Réunion un prolétariat extrêmement malheureux, mais il n'était pas pour autant partisan de la révolution. Il pensait que l'on pouvait, sans passer aux extrêmes, sans brandir le poing, arriver à ce que certains améliorent leur condition et à ce que d'autres comprennent que ces aspirations étaient légitimes.

Témoignage de **Maître Marcel Vauthier**
J./R. du 25 mai 1976

Source

Journaux *Le Peuple*, *Le Progrès*, *Le Journal de l'île de la Réunion*, *le Quotidien de la Réunion* (Arch. Dép.)

Illustration : A. de Villeneuve (coll. privée)



96

Félicien VINCENT

23 septembre 1888 - 23 avril 1919

Poète et journaliste

Fils de Louis-Camille-Irénée Vincent, commis de l'Inspection des colonies et de Victorine André, Félicien est né à St-Denis le 23 septembre 1888. Lecteur impénitent, ce doux rêveur doit travailler très tôt. Il sera journaliste pour être lu. C'est *La Patrie Créole*, le quotidien d'Edmond Maigne, qui ouvrira ses colonnes à partir de 1909 au jeune Félicien. Il remplace Henri de Busschere, parti à Madagascar en 1907, puis Albert Delanoé.

Le 11 janvier 1913, il épouse Marie-Emilie Dupuy et la même année il prend la direction de *La Patrie Créole*. Ses poèmes "d'une nature toujours paisible et mélancolique" paraissent dans la *Revue de l'Île de la Réunion*.

Quand éclate la guerre en 1914, il est exempté de servir sur le front de par sa qualité de patron de presse. Mais ce pacifiste convaincu embarque le 26 septembre 1918 pour rejoindre, à bord du *Sydney*, la base de Diego-Suarez. La guerre s'achevant, il est vite démobilisé. *La Patrie Créole* décrit ainsi son retour à la Réunion :

"Il revenait de l'armée. Les vêtements militaires, une barbe hirsute, un air de gaillardise quasi-créole le rendaient méconnaissable. Je le trouvai changé. Il ne l'était pas mais restait encore étourdi de la vie militaire qu'il avait menée quelques mois à Diego".

Le 3 octobre 1918 il est choisi comme membre associé de l'Académie de la Réunion. Alors que l'on pensait que le temps des épreuves était terminé, la Réunion est frappée par une épidémie meurtrière de grippe espagnole à partir de mars 1919. Un vent de panique va se répandre sur St-Denis. Les morts sont entassés sur des charrettes tirées par des prisonniers réquisitionnés. Parfois les prisonniers prennent la fuite en abandonnant aux portes des cimetières leur chargement macabre. Le journaliste Vincent décide pour ses lecteurs de voir les choses de plus près au cimetière de St-Denis. Il y connaîtra une fin tragique. La presse contemporaine relate ainsi les faits :

"Les microbes étaient tellement condensés qu'en les respirant ça lui a porté à la tête, il est parti en courant jusqu'au Petit Marché et en arrivant, il est tombé mort..."

Sa mort fera une autre victime : *La Patrie Créole*. Le quotidien sera incapable de surmonter les différents deuils qui avaient frappé son équipe (Arthur Royeroux qui signait *Cyrano* ou *Le Passant*, Boyer, Anaclét Hoareau) et les difficultés liées à la pénurie de papier suite à la guerre. Il disparaît le 31 décembre 1919.

VINCENT Félicien

Le frère de Félicien, Dolor Vincent, lieutenant dans les chasseurs et héros de la guerre de 14-18, attendait sa démobilisation à Montauban. Il incriminera la fatalité qui lui a enlevé "en 8 jours tous les membres de (sa) famille", sa mère ayant également succombé à l'épidémie. Ultime hommage au poète dans *Le Peuple* du 11 novembre 1920 : "Nous demandons pour l'honneur du pays que l'Académie de la Réunion se mette à la tête d'une souscription publique à laquelle les riches seront admis à souscrire et qu'elle fasse éditer les œuvres du poète créole. Oui, oui"

L'INTUITIF

"Car il parlait peu. Était-ce parce qu'il parlait mal ? Je ne le crois pas ; je l'ai vu dans des moments d'enthousiasme très rares prendre la parole avec éloquence. Mais volontiers, il se taisait, observait et pensait. Il est vrai qu'il n'avait pas reçu une instruction supérieure et ce qu'il savait, il le devait surtout à lui-même. Le journalisme avait formé son esprit, mais on sentait qu'il lui manquait des lettres. Il devina la poésie par intuition. Les vers jaillissaient de son cœur, purs et symphoniques, comme les lys de la terre. La langue qu'il parla fut une mélodie, parce qu'elle était née en lui, naturellement à l'unisson de son âme et qu'elle traduisait des choses qui chantaient en lui ; et il écrivit comme Célimène chanta."

J. (*Patrie Créole*, le 11 juin 1919)

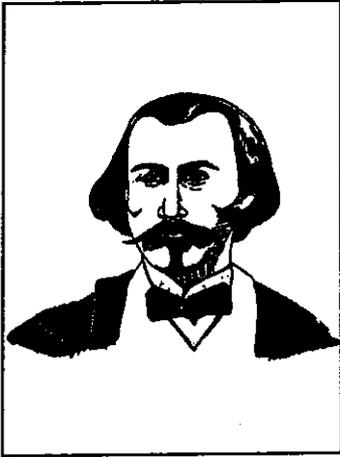
Bibliographie

Fleurs des tropiques, 1949

Source

- K. Techer, M. Serviabile, *Histoire de la Presse*, St-Denis 1991
- *La Patrie Créole* 1918, 1919 (1 PER 45/35)

Illustration : *La Patrie Créole* (*Archives Départementales de la Réunion*)



Auguste **VINSON**

4 août 1819 - 27 août 1903

Médecin, poète
Membre de l'Académie des Sciences

Fils aîné du franc-créole François-Auguste Vinson originaire de Saintonge, "officier de santé domicilié au quartier de St-André" et de Marie-Gertrude-Adélaïde Ducastaing, Jean-Dominique-Philippe-Auguste voit le jour le 4 août 1819.

Il grandit dans l'ambiance d'intrigues, de passions et de combats pour la liberté car son père était le compagnon de Robinet de la Serve, de Bellier et de Champierre au sein du mouvement clandestin des Francs-Créoles. Il commença ses études à St-Denis et les poursuivit à Nantes. Lauréat du Conseil Général, il eut le privilège d'être couronné par Cambonne en personne.

Il décida alors de s'orienter vers la médecine et s'inscrivit à la faculté de Paris. Sa vive intelligence fut même remarquée par le professeur Velpeau dont il devint le collaborateur et l'ami. Il épousa à Paris, Mlle Leclerc de Bouters, la fille du général. Le professeur Régner voulut le retenir dans ses services, mais touché par le mal du pays, il revint à Bourbon avec sa femme. Il s'établit à St-Denis et sa réputation lui valut une belle clientèle.

Il fut nommé par le gouvernement central pour faire partie de la délégation française envoyée par Napoléon III à Madagascar pour le couronnement du Roi Radama II. Ebloui par la Grande Ile, il ramena des études précieuses sur la faune et la flore qui lui valurent la croix de la Légion d'honneur en 1863. Il avait 42 ans. Il est nommé membre de la Société d'Acclimatation présidée par Drouyn de Lhuys et membre correspondant de l'Académie des Sciences.

Auguste Vinson se passionna également pour la poésie. On lui doit *Salazie*, *Mazeppa*, *le Piton d'Anchaing* ainsi que des ouvrages scientifiques.

Il mettait la dernière main à un ouvrage sur la faune de la Réunion quand il mourut, le 27 août 1903 à St-Denis, à l'âge de 84 ans. Ses obsèques eurent lieu le lendemain à la cathédrale et les honneurs militaires lui furent rendus. L'hommage funèbre fut lu par le Dr Azéma, président du syndicat médical. Il rappela que le doyen des médecins fut également poète, historien, botaniste et "un esprit fin et délié".

Son souvenir reste attaché au quinquina qu'il acclimata à la Réunion.

LUI-MEME

Une île, astre des mers que la France défend,
Sous ses palmiers, un jour, le reçut faible enfant.
Il a bu sur son sein, basané par la lave,
Le lait pur et brûlant d'une nourrice esclave.
Amant de la Nature et de tout ce qui plaît,
Dans son obscurité son cœur est satisfait.
Il aime Dieu, le ciel, les oiseaux, et les roses.
L'Infini dans lequel il a su trouver Dieu
Prodiguant les soleils en phalanges de feu.

Auguste Vinson

Bibliographie

- *Voyage à Madagascar*
- *Les Arachnides de la Réunion, de Maurice et de Madagascar*
- *Histoire Naturelle de l'île*

Source

- *Revue de l'île de la Réunion*, N° 19, (20 sept 1913)
- *Le Petit Journal* 1 PER 39/18

Illustration : A. Vinson (*Archives Départementales de la Réunion*)



Paul **VIVIEN**

1^{er} juillet 1858 - 25 octobre 1931

Avocat
Président du syndicat de la presse
coloniale française
Conseiller municipal de Paris

Paul-Edmond, fils de François-Placide Vivien, professeur de lettres du lycée Leconte de Lisle à St-Denis, et de Marie-Delphine Marquet, est né le 1^{er} juillet 1858 à St-Denis. Après des études dans cet établissement, il partit à Paris pour son droit. Nommé magistrat colonial et désigné pour servir en Afrique Occidentale Française, il fut procureur de la République à Dakar. Mais de nature polémiste, "préférant au siège les éclats du prétoire", il abandonna sa charge de magistrat pour devenir avocat. Il s'installa en Indochine avant de revenir à Paris.

Il est attiré par le journalisme. Il fonda son premier journal l'*Hydropathe*, organe de l'association du même nom. Happé par le tourbillon politique, il fut élu conseiller municipal de Paris. Il en profita pour créer le *Paris-Municipal*. En 1885, il prit une part active à la fondation du syndicat de la Presse coloniale Française dont le premier président fut M. Laillet. L'année suivante, Paul-Edouard Vivien lui succéda. Il sera constamment réélu à ce poste pendant 45 ans.

En 1886, il organisa au Grand Palais la première exposition coloniale tenue en France. Ce fut un immense succès. Encouragé par ces débuts heureux, il sera présent désormais dans toutes les grandes manifestations de ce type en France et à l'étranger : Paris (1889), Expo Universelle de 1900, Nogent (1907) puis Roubaix, Lyon, Bruxelles, Gand, Londres... Partout le syndicat de la Presse coloniale Française se fit remarquer. Par ailleurs, il organisa systématiquement tous les grands congrès "d'outre-mer".

En 1906, il fonda le journal *La Presse Coloniale*. A partir de 1914, il en sera le co-directeur avec Georges Bousenot qui prendra la direction complète du journal à la fin de la guerre. Vivien en profita pour fonder avec Ernest Outrey *Le Midi Colonial*. Il écrivit des chroniques légères sous le nom de Mirador.

Cet ancien chef de cabinet d'Émile Combes, ministre de l'Instruction Publique prit une part ardente aux luttes du Parti Radical. Juge de Paix à Sceaux, membre du Conseil Supérieur des Colonies (section tourisme), il fut fait commandeur de la Légion d'honneur.

Surmené par la préparation du congrès de la Presse coloniale qui se tenait en 1931 à Vincennes, sa santé se compromit rapidement. Il mourut le dimanche 25 octobre 1931 à 10 heures 30. Il avait 73 ans.

VIVIEN Paul

Le 28 octobre, devant les représentants des collectivités réunionnaises, son condisciple et compatriote, le général Auguste Richard, président de l'Amicale des Réunionnais, prononça l'éloge funèbre. Il fut inhumé au hameau de Bièvres dans le caveau familial.

UN VIDE

"Paul Vivien, c'est un siècle d'histoire et d'anecdotes émouvantes ou pittoresques qui disparaît. Cette extraordinaire activité, cette puissance de travail, comme la sympathie qu'il inspirait à tous ceux qui le connaissaient bien, font que sa disparition creuse un vide qu'il sera difficile à combler."

Le Peuple, 1^{er} décembre 1931

Source

Le Peuple, 1er décembre 1931

Illustration : Couverture de la *Revue des Colonies* (Archives Départementales de la Réunion)



Marcel VOIART

14 septembre 1800 - 2 octobre 1864

**Commissaire-adjoint de la marine
Conservateur des Archives
Homme de lettres**

Philippe-Jean-Marcel, fils de Jacques-Philippe Voiart ancien administrateur de Vivres sous la 1^{ère} République et de Jeanne-Amable Bouchotte, est né à Longjumeau le 14 septembre 1800. A l'âge de 4 mois, avec 56 autres enfants, il fut soumis à la première vaccination publique en France qui se déroula à Versailles sous la direction du Dr Texier. Grandissant avec sa sœur, la future célébrité littéraire, Mme Tastu, dans un milieu familial aisé, il put bénéficier d'une bonne éducation avant les déboires de fortune de son père. Le jeune Marcel entra alors au ministère de la Marine comme surnuméraire. Nommé commis de Marine, il rejoint son poste à la Martinique. Après quelques mois, il contracta la fièvre jaune et fut rapatrié en urgence, presque mourant, en France. Il se verra proposer une autre affectation lointaine : l'île Bourbon.

Marcel Voiart arriva dans l'île au début de 1820. Il y occupa les fonctions de secrétaire de la direction de l'Intérieur sous Betting de Lancastel dont il fut le collaborateur et l'ami. Il sera secrétaire archiviste du Conseil Privé pendant de longues années puis successivement commissaire de l'Inscription maritime, contrôleur colonial et fera l'intérim comme ordonnateur. Touché par la limite d'âge, il n'atteindra pas le grade de commissaire de Marine.

L'administrateur austère cachait des dons d'écrivain. Il a abordé tous les genres : le vaudeville (*l'Impossible*, *l'Enfant de nos Enfants*, *le Bisaïeul*, *Créole et Marin*, *M. Desoursons...*), l'opéra (*La Seconde Manche*), le conte (*La Paillote d'Eustache*), la poésie, la tragédie, le récit historique. Il a écrit abondamment dans la presse, dans les bulletins et revues spécialisées ; mais il n'a jamais réussi à se faire éditer faute de souscripteurs, la période étant à l'édition à compte d'auteur. Membre fondateur de la Société des Sciences et Arts en 1855, il en sera pendant de longues années l'infatigable trésorier.

C'est d'ailleurs dans le bulletin de cette Société savante que parurent nombre de ses textes. Imitateur doué de Béranger, c'est comme chansonnier qu'il eut le plus de succès à Bourbon, devenue sa seconde patrie et qu'il ne quittera jamais. Il chanta avec bonheur les bons sentiments et la famille (*Le Bon Chrétien*) mais aussi des thèmes plus lestes (*Mes Cent Filles*). Il collabora souvent à *l'Album de la Réunion* d'Antoine Roussin, peignant St-Denis ou décrivant d'une plume vive son travail fastidieux à Biscoco.

VOIART Marcel

Le 5 septembre 1861, le gouverneur Darricau le charge de la conservation des archives de la colonie.

Souffrant du foie, il lutta contre la douleur pendant 9 mois. Il fut assisté jusqu'au moment ultime par l'abbé Fava. Il meurt le 2 octobre 1864. Et devant le gouverneur et la foule recueillie Edouard Bailly rappela les difficultés matérielles avec lesquelles Voiart était en butte pendant toute son existence :

"Voiart n'avait pas de fortune personnelle ; dans le choix d'une compagne, il n'avait cherché d'autre dot que les qualités du cœur et de l'esprit ; il s'était allié à une famille riche surtout de ses vertus, de sa loyauté, riche d'un nom aimé et respecté de tous (...) Les faibles appointements qu'il recevait lui avaient rendu les économies impossibles ; à peine suffisaient-ils aux dépenses de chaque mois, et lorsqu'ils vinrent à manquer, richesse relative devenue plus que jamais nécessaire, il se trouva du jour au lendemain sans autre ressource pour ainsi dire que la pauvre pension à laquelle 38 années de services effectives lui donnaient sur la Caisse des Invalides".

Il avait épousé Marie-Françoise-Angélique Pruche.

PAS CATHOLIQUES

"Un jour, en rentrant à mon hermitage, j'eus l'honneur de rencontrer Monseigneur (Maupoin) qui descendait de sa maison de campagne du Mont St-François. A cette époque, notre ami et éditeur Roussin m'avait demandé de publier un recueil de mes chansons, et je lui avais promis Mes Cent Filles. Des circonstances imprévues empêchèrent de donner suite à ce projet. Cette publication fut toutefois annoncée dans un journal.

- Eh bien ! mon cher Monsieur me dit Monseigneur, on a annoncé la publication de vos poésies, quand paraîtront-elles, je les attend avec impatience.

- Des poésies, Monseigneur ! non pas, des chansons.

- Eh bien ! oui, des chansons.

- Mais Monseigneur, c'est qu'elles ne sont pas toutes... catholiques.

- C'est bon ! c'est bon ! je ne lirai que les... catholiques."

M. Voiart, mai 1863 *Album de la Réunion*

Source

Edouard Bailly in *Bulletin de la Société des Sciences et Arts*, 1865

Illustration : M. Voiart (Jibé)



Ambroise VOLLARD

3 Juillet 1866 - août 1939
- 22 juillet 1939

Critique d'art
Ecrivain

Fils de notaire, Ambroise Vollard voit le jour en juillet 1866 à St-Denis. Ce «long garçon zézéiant un peu, au nez camard, d'esprit ironique et incisif» part pour la France avec un prêt d'honneur du Conseil Général pour des études à Montpellier. Droit ou lettres ? On ne sait pas trop bien. Après un an, il monte à Paris pour poursuivre son droit. Il s'intéresse aux peintres et finit par ouvrir, en 1890, rue Lafitte à Paris sa propre galerie d'art. Ambroise Vollard devient marchand de tableaux avec une spécialité pour l'avant-garde : Cézanne, Renoir, Gauguin, Picasso, Rousseau, Van Gogh, Matisse.

Ambroise Vollard explique comment lui est venue cette vocation de marchand de tableaux : il étudiait le droit mais était déjà très attiré par les arts ; il avait fort peu d'argent à sa disposition, mais un jour alors qu'il se promenait sur les quais, il découvrit un dessin non signé qui l'intrigua et l'intéressa. Il l'acheta 50 centimes, ce qui était cher pour lui à l'époque, mais une intuition lui disait que ce dessin était de Forain. Il alla trouver l'artiste et lui montrant le dessin en question lui demanda s'il était bien de lui. L'artiste lui répondit affirmativement et lui proposa de le racheter, mais Vollard lui demanda seulement de signer après quoi il vendit le dessin 3 fois plus qu'il ne l'avait acheté.

Il se lie avec des artistes, devient l'ami de Vlaminck et fait connaître grâce à ses talents de critique très avisé les nouveaux peintres. «Vous savez que Vollard est un peu nègre ; il est de la Réunion ; il a donc toujours un peu la maladie du sommeil ; à peine a-t-il fini de déjeuner qu'il s'endort» disait Vlaminck.

Vollard, à la différence de ses protégés, fera fortune dans la peinture. Il deviendra alors la providence des peintres dans le besoin. Ainsi Gauguin en Océanie continuera de recevoir une pension. Sa rencontre avec Alfred Jarry «le père» du Père Ubu lui fera découvrir l'écriture. Le lecteur découvre alors un auteur persifleur plein de talent. Il reprend à son compte ce personnage pittoresque dans une série d'ouvrages irrévérencieux. Parallèlement, il continue à écrire sérieusement sur les peintres des études devenues introuvables. Il devient aussi éditeur, publie *Miserere* avec des illustrations de Rouault, *Les Fleurs du Mal* avec celles de Bonnard et *Les Fables de la Fontaine* avec celles de Chagall.

Le Réunionnais du 23 août 1939 annonce sa mort à Paris dans un accident de voiture. Il laisse une très riche collection de tableaux que sa famille a léguée au musée Léon Dierx de St-Denis.

VOLLARD

«Sa calvitie complète, son embonpoint, son tic : celui de cligner perpétuellement un œil, son nez camard et son petit zozotement, assez amusants chez un homme de son importance, se réunissent pour en faire ce qu'on appelle «un type», mais un type derrière lequel, vous le voyez, il y a un Réunionnais de grande valeur, célèbre sur les deux continents, et que nous nous devons de connaître» écrit de lui Louis Ozoux.

COLLECTIONNEUR A 4 ANS

«Comme on m'avait formellement interdit de toucher à quoi que ce fût dans l'intérieur de la maison, je me rabattais sur des choses du jardin... je me mis ainsi à faire un tas de gros galets. J'en avais déjà une très belle collection».

A. Vollard

Souvenirs d'un Marchand de Tableaux

Bibliographie

- *Le Père Ubu à l'Hôpital*, 1918
- *La Politique Coloniale du Père Ubu*, 1920
- *Le Père Ubu à la Guerre*, 1921
- *Réincarnations du Père Ubu*, 1925
- *Les Souvenirs d'un Marchand de Tableaux*, 1948

Sources

- A. Vollard, *Souvenirs d'un Marchand de Tableaux*, Paris, 1948
- L. Ozoux, *Conférences et Etudes*, P. Louis, Esclapon, 1938

Illustration : A. Vollard (*St-Denis, La Clef du Beau Pays*)



Joseph WETZELL

27 octobre 1793 - 5 décembre 1857

**Ingénieur civil
Inventeur en technologie sucrière**

Joseph-Martial, fils de Joseph Wetzell et de Jeanne-Thérèse-Joseph Leprovot est né le 27 octobre 1793 à Bavincourt, près d'Arras, dans le Pas-de-Calais. Après des études primaires à Paris à la pension Lisarde, il entra à l'Ecole Polytechnique. Il en sortit en 1815 avec le diplôme d'ingénieur. Il fut alors envoyé à l'île Bourbon, redevenue française, comme professeur d'hydrographie au collège Royal de St-Denis. Présent dans l'île pendant les Cent-Jours alors que la menace anglaise se faisait pressante, le gouverneur Bouvet de Lozier lui confia le commandement des batteries de la Redoute. Cette fermeté bourbonnaise étonna les Anglais et tout rentra dans l'ordre avec la nouvelle de la défaite de Bonaparte à Waterloo. Joseph Wetzell retrouva alors ses élèves au collège.

En 1820, des ennuis de santé le forcèrent à rentrer en France. Dans son Arras natal, il profita de ce congé pour étudier l'industrie du sucre betteravier naissant. Et pendant les huit années suivantes, il se passionna pour la transformation sucrière. Soucieux de conjuguer sa nouvelle passion et son intérêt pour l'île Bourbon, il sollicita un nouvel emploi dans l'océan Indien. Il revint à Bourbon en 1828, non plus comme enseignant mais, en qualité d'agent du gouvernement avec une mission précise : développer la filière sucre. Les grands propriétaires locaux, à l'initiative de la famille Desbassayns, avaient souhaité faire venir M. Dubrunfaut, un expert sucrier, pour une mission identique à leurs frais (50 000F). Mais tant par souci d'économie que pour la pertinence technique, c'est le plan d'action Wetzell qui fut retenu. Il consistait simplement à adapter des modifications peu coûteuses aux usines existantes, sans créer de toutes pièces de nouvelles unités. Et Wetzell s'attela à sa mission de 5 ans pour un contrat total de 180 000F qu'on ne lui versera même pas en intégralité. Il inventa, expérimenta, modifia et ne touchera aucun droit sur les procédés qu'il mit en œuvre pendant ces cinq années. Rapidement, le rendement de la barrique de vesou passa la barre des 60 livres de sucre et dépassa même les 80 livres.

L'invention majeure qui allait révolutionner la fabrication du sucre fut mise au point à Bourbon : les chaudières à basse température dites *chaudières Wetzell*. Par la récupération et la réutilisation de l'énergie et de la mélasse gaspillées, il augmenta considérablement la productivité sucrière. Bourbon était devenue le pôle technologique mondial le plus avancé en matière sucrière. En effet, il avait constaté que la vapeur qui faisait tourner les machines s'échappait inutilement après son action motrice. Il va la réutiliser à la

WETZELL Joseph

cuisson des jus déjà concentrés dans les chaudières d'évaporation. Et des mélasses considérées comme impropres à la cristallisation et évacuées, Wetzell mis au point un procédé de recuites successives pour les transformer en sirop de sucre. Ce nouveau procédé allait permettre à Bourbon de produire près de 20% du tonnage mondial de sucre en sirop. Il compléta ces améliorations par des rotateurs cylindriques pour une meilleure formation de cristaux.

Si l'île Bourbon, en tout premier lieu, a pu tirer des bénéfices considérables de ces inventions, le retentissement mondial fut tel que le système à la Wetzell fut exporté dans le monde entier et notamment à l'île Maurice où Wetzell fut l'objet d'une reconnaissance particulière. Ce scientifique désintéressé avait passé beaucoup de temps à une correspondance volumineuse et à fournir de nombreux mémoires sur ces recherches.

Affaibli par une longue maladie, Joseph-Martial Wetzell mourut à St-Denis le samedi 5 décembre 1857 à l'âge de 64 ans. Dans son hommage funèbre, M. de Rontaunay rappela : *"c'est à Wetzell que la colonie doit une bonne partie de sa richesse"*.

LE POLYVALENT

"La chimie, la physique, la mécanique, sous l'intelligente direction de M. Wetzell multiplièrent dans les sucreries coloniales et varièrent leurs effets et leurs créations selon les conditions de temps, de lieu et de fortune qui s'y rencontraient. Ici la presse aux écumes, là, les bacs à décanter, ailleurs, les filtres Taylor, les filtres Dumont, la chaudière à bascule, et bientôt la basse température, furent les agents d'un progrès soutenu dans la fabrication coloniale, que le zèle de leur importateur s'appliquait sans cesse et avec un succès croissant à perfectionner"

Dejean de la Baie

Source

Almanach Religieux, Diocèse de St-Denis, 1858

Illustration : Moulin à sucre (*Archives Départementales de la Réunion*)